

## Nouvelles locales du vendredi 30 octobre 2015

@rib News, 30/10/2015 | SĂ©curitĂ©- Un corps sans vie a Ă©tĂ© retrouvĂ© Ă la 16Ă`me avenue quartier de Cibitoke prĂ`s de riviĂ`re Nyabagere. Le cadavre n'a pas Ă©tĂ© identifiĂ©. Des militaires indiquent qu'une deuxiĂ`me personne se trouvait sur les lieux Ă leur arrivĂ©e. Lourdemment touchĂ©e, elle est Ă l'hĂ`pital pour recevoir des soins. Les victimes ont Ă©tĂ© agressĂ©es par l'arme blanche. Les auteurs de ce double-crime ne sont pas encore formellement identifiĂ©s.

Le Droit de l'Homme- Une fouille-perquisition s'est dĂ©roulĂ©e ce jeudi vers midi au domicile de ThĂ©ophile Minyurano, prĂ©sident du parti UPD Zigamibanga dans la province de Gitega. Lors de cette opĂ©ration effectuĂ©e en l'absence des propriĂ©taires, les policiers et militaires ont utilisĂ© la force en dĂ©fonĂ§ant les portes et en dĂ©truisant les plafonds oĂ` aucune arme n'a Ă©tĂ© trouvĂ©e. En outre, ils ont saisi les portables des domestiques et un appareil photo numĂ©rique. Rappelons que ThĂ©ophile Minyurano est parmi la vingtaine de dĂ©putĂ©s Ă avoir Ă©tĂ© rayĂ©s de la liste des reprĂ©sentants du peuple en 2007 et avait fui sa rĂ©sidence suite Ă de nombreuses menaces. Lors de cette fouille, seuls les domestiques Ă©taient sur les lieux.- L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) condamne les rĂ©centes arrestations de journalistes dont celle d'Innocent Kubwimana travaillant pour Isanganiro. Patrick Nduwimana, prĂ©sident de l'ABR actuellement en exil en dehors du Burundi dĂ©nonce le musellement de la presse opĂ©rĂ©e par le gouvernement burundais et demande que les reprĂ©sentants des mĂ©dias aient une place Ă la table des nĂ©gociations proposĂ©es par la mĂ©diation ougandaise : "Je condamne ce harcĂ`lement des journalistes qui se donnent corps et Ăme pour continuer Ă informer les burundais malgrĂ© les conditions sĂ©curitaires trĂ`s difficiles. Je rĂ©clame la libĂ©ration immĂ©diate et sans condition d'Innocent Kubwimana. Ajoutons toutefois que ce dernier a libĂ©rĂ© en fin d'aprĂ`s-midi de ce jeudi.- Visiblement le pouvoir de Bujumbura veut plus entendre parler d'une presse libre et indĂ©pendante au Burundi, estime le prĂ©sident de l'ABR. Les radios dĂ©truites par ce mĂ©me pouvoir restent fermĂ©es, les correspondants des mĂ©dias internationaux sont intimidĂ©s, tout Ă sa donne l'impression que le pouvoir refuse la rĂ©habilitation des mĂ©dias indĂ©pendants pour continuer Ă opprimer le peuple dans un silence total. Pour moi, le pouvoir se trompe en agissant ainsi, car il aggrave sa situation de pouvoir dictatorial et oppresseur, raison pour laquelle il est de plus en plus isolĂ© et demain tous les tĂ©nors de ce pouvoir risquent de se retrouver devant les juridictions internationales", a-t-il prĂ©cisĂ©. "L'idĂ©e de porter plainte est toujours l'Ăme si elle est utopique car aujourd'hui il n'y a pas de justice au Burundi. S'il y en avait, on assisterait pas Ă ces tueries et assassinats au quotidien. TĂ`t ou tard l'ABR et les mĂ©dias dĂ©truits se mettront ensemble pour rĂ©clamer rĂ©paration pour tout le prĂ©judice subi. Il pense en outre que la rĂ©ouverture de nos mĂ©dias et la sĂ©curitĂ© des journalistes issus de ces mĂ©dias doivent figurer sur la table du dialogue envisagĂ©e par la mĂ©diation ougandaise. Notre souhait est que les responsables des mĂ©dias soient reprĂ©sentĂ©s dans ce dialogue."- La dĂ©gradation de la situation sĂ©curitaire au Burundi prĂ©occupe l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ăconomiques (OLUCOME). Cette organisation estime que quand un diffĂ©rend est nĂ© entre deux ou plusieurs protagonistes, la rencontre autour d'une table de dialogue ou de nĂ©gociations est la solution la plus idĂ©ale.- Dans un communiquĂ© sorti jeudi 29 octobre, l'Olucome dĂ©ploie la suspension des nĂ©gociations qui avaient Ă©tĂ© entamĂ©es sous les auspices des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la communautĂ© Est-africaine et sous la mĂ©diation du prĂ©sident ougandais Yoweri Museveni. Il lance un cri insistant d'alarme, tout en recommandant certains points aussi bien au pouvoir de Bujumbura qu'Ă l'opposition, Ă la communautĂ© internationale et Ă la mĂ©diation. Selon l'Observatoire, le gouvernement en place devrait se rendre Ă l'Ăvidence que l'ingrĂ©dient d'une guerre ou Ă tout le moins d'une dĂ©stabilisation politique, sociale et Ăconomique se profile Ă l'horizon quand chaque nuit, des tirs fauchent des citoyens innocents, des agents de police et de l'armĂ©e qui tentent de rĂ©tablir l'ordre. Il faudrait ainsi Ă revenir Ă la raison et adopter une bonne stratĂ©gie de dialogue rĂ©el et franc entre les vrais protagonistes, mĂame le CNARED et tout autre groupe dont les vues sont divergentes avec le gouvernement en place. L'Olucome soutient que cette voie est l'unique solution salubre pour une paix rĂ©ellement durable. Il en appelle en plus au mĂame gouvernement d'arrĂ»ter les violences actuelles Ă semblables aux crimes de guerre car les commanditaires et les auteurs de ces derniĂ`res rĂ©pondront un jour Ă ces actes devant les juridictions tant nationales qu'internationales. L'Olucome prie les Nations Unies, l'Union EuropĂ©enne, l'Union Africaine et la CommunautĂ© africaine de redoubler d'efforts pour ramener les protagonistes burundais autour d'une table de nĂ©gociations pour une paix franche et durable. Ces organisations doivent en plus, aux yeux de l'Observatoire, Ă rester aux cĂ`tes du Burundi jusqu'au dĂ©nouement total et Ă la mise sur pied de nouveaux fondements solides de la rĂ©conciliation entre ses fils et filles. L'Observatoire recommande Ă la mĂ©diation de reprendre le bĂ»ton de pĂ`lerin et organiser les prochaines assises pour la poursuite des nĂ©gociations suspendues et ramener les protagonistes autour d'une table. Elle doit communiquer dans les brefs dĂ©lais, Ă le calendrier de ce dialogue afin que les parties sĂ©parent pour une rapide issue. Dans la mĂame voie, la sous-RĂ©gion est appelĂ©e Ă prĂ»ter main forte Ă la mĂ©diation en vue d'une rapide solution dans le sens de prĂ©vention de l'escalade de la violence qui se profile Ă l'horizon. Quant Ă l'opposition que l'Olucome perdoit rĂ©pondre Ă l'initiative des Nations Unies et de l'Union Africaine ainsi que de la mĂ©diation pour le dialogue. L'Observatoire lui recommande de renoncer Ă toute armĂ©e pour celle qui aurait pareille tentative car, elle annihilerait toute l'architecture de la paix que ces organisations avaient l'intention de mener en faveur du Burundi. Dans son communiquĂ©, l'Observatoire estime que le Gouvernement a le plus intĂ©rĂ»t Ă ce dialogue. Il explique que des citoyens burundais meurent chaque jour, d'autres partent en exil ; des biens publics et privĂ©s sont dĂ©gradĂ©s mettant en pĂ©ril l'Ăconomie nationale, ce qui enfonce le pays dans une pauvretĂ© sans nom.